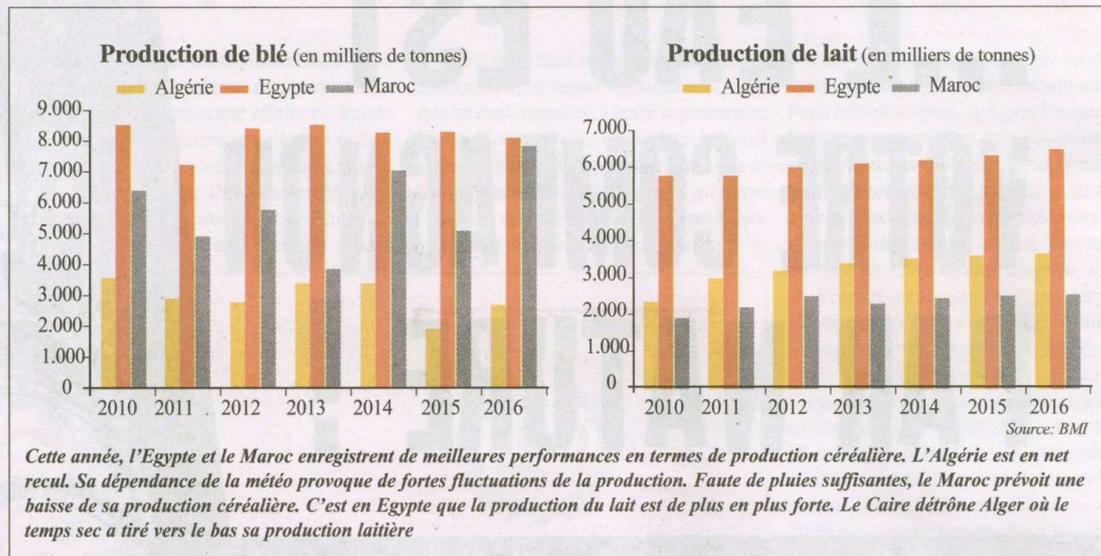


ANALYSE

Agroalimentaire: Le Maroc

- En Afrique du Nord, il présente le plus faible risque
- Aides publiques, près de 16% du PIB et 40% de la population active
- Un secteur stratégique encore trop dépendant des aléas naturels

L'AGROALIMENTAIRE au Maroc reste un secteur à fort potentiel. Il bénéficie de subventions gouvernementales, puisqu'il contribue à près de 16% du PIB et emploie 40% de la population. Le Maroc est le pays d'Afrique du Nord qui présente le plus faible niveau de risque, selon Coface qui a dédié toute une étude à ce secteur stratégique⁽¹⁾. Bien que sa contribution à la production na-



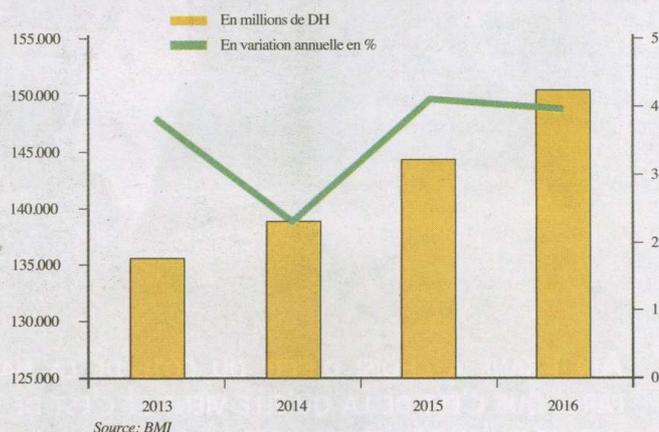
tionale varie dans la région, le secteur représentait en 2014, 9,5% du PIB en Tunisie, 13% en Algérie et en Egypte

et 15,6% au Maroc. En 2015, le secteur employait 21,7% de la population active totale en Egypte, 15% en Tunisie et environ 40% au Maroc.

L'importance de l'industrie agroalimentaire varie selon les économies d'Afrique du Nord. Alors qu'à l'échelle régionale, le secteur arrive en tête des exportations, il n'en est pas de même à l'échelle nationale.

cours des cinq dernières années, le taux de croissance du secteur agricole a atteint une moyenne de 9,3%. L'objectif de doubler le PIB agricole à l'horizon 2020 semble donc réalisable. Pour Coface, la sécheresse et les pluies irrégulières sont d'importants obstacles sur la route de cet objectif. Ce qui entraîne une énorme volatilité de la production agricole. Dans l'ensemble, l'agro-industrie

Les ventes alimentaires au Maroc



La structure des exportations de produits alimentaires du Maroc a été relativement stable au cours des 10 dernières années. En 2014, 50% des exportations sont issues de l'industrie de la pêche, 14% des fruits et légumes et 8% de la filière viande

Au Maroc, l'agriculture est à la fois la force et la faiblesse de l'économie. Si le secteur est un véritable levier de croissance, il est caractérisé aussi par sa forte volatilité. Grâce au Plan Maroc Vert, le secteur repose sur une nouvelle vague d'investissements et d'emplois. De son côté, l'industrie de la transformation alimentaire est relativement importante et bénéficie d'une forte base agricole. Au

du Maroc montre des perspectives très prometteuses. Toutefois, la hausse démographique et l'expansion du PIB du pays devraient conduire à une augmentation de la demande pour les produits agricoles à forte valeur ajoutée.

Le Maroc reste un importateur net de produits laitiers. Néanmoins, il pourrait faire face à un déficit de la production laitière par rapport à la consommation

remporte le match régional

intérieure. Ceci en raison de la forte demande de lait de qualité et de la croissance lente des revenus agricoles. Les faibles prix des produits laitiers ne semblent pas avoir un impact sur l'Égypte autant que sur le Maroc. La production du lait au Caire semble être de plus en plus forte, grâce à la hausse des investissements des entreprises multinationales. Les investissements privés devraient prendre les devants en termes de croissance de la production. La reprise économique en Égypte soutiendra également le secteur.

La production de sucre au Maroc, comme avec ses autres produits agricoles, est aussi volatile en fonction des conditions météorologiques. Le soutien du gouvernement, à travers le Plan Maroc Vert, reste un outil important pour l'amélioration des rendements, face au climat aride du pays.

En comparaison avec les autres pays de la région, l'Algérie n'est pas un producteur majeur de produits agricoles et dépend des importations alimentaires pour répondre à la demande intérieure. Le secteur représente 13% du PIB. Confronté à l'érosion de ses réserves de change, due à la chute des prix du pé-

pays de la région, le tourisme étant le principal moteur de son économie.

Dans la région, parmi les facteurs clés de succès figurent la croissance démographique, la hausse de la demande en aliments transformés, des revenus par habitant plus élevés et des capacités de production améliorées. Néanmoins, les conditions locales et les stratégies gou-

vernementales influencent considérablement les défis rencontrés par chacun de ces pays. De manière générale, les politiques publiques visant à soutenir l'agriculture et l'industrie agroalimentaire ont pour objectif principal de veiller à ce que les approvisionnements alimentaires répondent à la demande. C'est un défi de taille, exacerbé par l'explosion démogra-

phique dans la région et l'augmentation des revenus par habitant. □

Fatim-Zahra TOHRY

(1) «Agrofood in North Africa: a strategic sector at nature's Mercy», écrit par Seltem Iyigun, économiste spécialisée dans la région Mena pour Coface

Pour réagir à cet article:
courrier@economiste.com

Des coûts logistiques élevés

ALORS que des progrès ont d'ores et déjà été réalisés, certains problèmes persistent, selon les experts de Coface. Le plus important réside dans le manque d'infrastructures, qui fait grimper les frais de transport et les coûts logistiques et limite par conséquent les marges bénéficiaires. Dans certaines régions, les topographies complexes associées aux conditions climatiques difficiles rendent la culture de certains types de produits agricoles pratiquement impossible. Le déclin des prix des produits alimentaires de la région peut également dissuader de nouveaux investissements dans le secteur. □

trole, le gouvernement algérien multiplie les actions pour tenter d'améliorer sa balance commerciale. Ces actions comprennent notamment la réduction des importations de produits agricoles et alimentaires.

En Égypte, qui renoue avec la stabilité à la suite de troubles politiques de 2011-2013, l'agroalimentaire a commencé à se rétablir, surtout depuis que le gouvernement a fait du développement de ce secteur une priorité. En Tunisie, l'agroalimentaire joue un rôle de moindre importance en comparaison avec les autres